



Irak : Le groupe UMP du Sénat soutient la décision d'engagement

Mercredi 24 septembre à 15 heures, le Parlement a été convoqué en session extraordinaire pour débattre sur l'engagement des forces armées françaises. Auparavant, le premier ministre avait reçu les présidents des deux assemblées, ainsi que les présidents de leurs groupes politiques et de leurs commissions des Affaires étrangères et de la Défense au cours d'une réunion où André Trillard représentait le président du groupe UMP du Sénat .

S'exprimant ensuite en séance au nom de ce groupe, il a souligné que la France ne pouvait rester inactive devant les nouvelles réalités du terrorisme global auquel notre pays, ses ressortissants et l'Europe entière étaient aujourd'hui confrontés et que « face à une telle cruauté, il ne peut y avoir de polémiques ou de divisions ».

Pour autant , il a rappelé que ce soutien à l'engagement militaire ne saurait être un blanc-seing : si l'unité nationale est la première des réponses à apporter aux menaces terroristes, le soutien de nos concitoyens ne lui restera acquis que par la clarté des réponses que le gouvernement saura apporter aux légitimes questions posées sur les conditions de cet engagement, s'agissant notamment des moyens financiers supplémentaires requis, de la sécurité de nos soldats , de l'implication des autres pays européens à nos côtés, du nécessaire réexamen de la pertinence de l'espace Schengen etc..

L'intégralité de l'intervention du sénateur André Trillard est reproduite ci-dessous.

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre de la Défense,
Mes chers collègues,

A quelques jours du renouvellement du Sénat, nous nous retrouvons pourtant cet après-midi, parce qu'il y a urgence.

Urgence face à l'inimaginable,
Urgence face à la barbarie,

Devant l'inhumanité des évènements qui se déroulent en Irak depuis le mois de juin, la France ne peut rester immobile, alors que des centaines de personnes sont exécutées en raison de leur appartenance religieuse.

Le massacre des Chrétiens d'Orient et d'autres communautés par des extrémistes nous rappelle qu'au 21^{ème} siècle, nous n'en avons pas terminé avec la folie génocidaire des Hommes.

Face à cette tragédie,

- la France, de par les valeurs de liberté et de respect des droits humains qu'elle a toujours défendus,
- la France, dont la déclaration des droits de l'Homme et du citoyen a inspiré la déclaration universelle des Nations-Unies,
- la France, membre du Conseil de Sécurité des Nations-Unies,
- la France ne peut rester inactive.

Face à une telle cruauté, il ne peut y avoir de polémiques, il ne peut y avoir de divisions.

A ce stade, qu'il me soit permis de remercier les responsables des communautés religieuses en France, qui ont fermement condamné la violence de ces fous d'un Dieu qui leur tient lieu d'alibi, pour lesquels la radicalité d'une religion n'est qu'un prétexte.

Je veux particulièrement saluer les démarches de soutien des responsables français de la communauté musulmane qui s'est engagée auprès de l'Association des Chrétiens d'Orient en Danger.

Je veux les saluer également pour leur langage de vérité et de paix. Ils ont su rappeler que le meurtre, la sauvagerie, le sectarisme ne sont pas des valeurs de l'Islam. Quant à nous tous, responsables politiques français, européens ainsi que tous nos homologues à travers le monde, nous nous devons d'ouvrir lucidement les yeux sur la réalité de cette menace qui pèse sur nos peuples.

Pour sa part, attaché à l'unité nationale, c'est en toute responsabilité que le groupe UMP soutiendra le gouvernement dans sa lutte contre le terrorisme en France, en Irak et dans le monde.

Au nom de notre groupe, je me dois de rappeler ici que la France et les français ont déjà connu les menaces et subi le terrorisme.

Sur le sol national comme à l'étranger, ils ont été les victimes de mouvements fanatiques, détournant et instrumentalisant la religion musulmane pour le compte de leur propre folie.

Il en est de même pour nos alliés : belges, espagnols et britanniques.

Il est donc grand temps de prendre la vraie mesure des nouvelles réalités du terrorisme global....

Grand temps d'adopter une grille de lecture cohérente des attentats de ces dernières années qui dépassent la Méditerranée...

- Paris en 1995,
- Madrid en 2004,

- Londres en 2005,
- Marrakech en 2011
- les assassinats perpétrés par Mohamed MERAH en 2012,
- La prise d'otages à In Amenas en Algérie en janvier dernier,
- la tuerie de Bruxelles, il y a quatre mois

La litanie de ces macabres événements démontre que nous avons franchi un cap. L'Europe comme territoire tout entier est concernée. Chaque ressortissant européen à l'étranger est devenu une cible potentielle. L'enlèvement d'Hervé GOURDEL – auquel nous pensons tous ici aujourd'hui – en est, hélas, l'illustration la plus récente ...

L'augmentation du nombre d'enlèvements est proportionnelle à la cruauté de ceux qui disent agir au nom du DJIHAD. Il n'y a pas de mots assez durs pour qualifier la terrible mise en scène des décapitations de journalistes, d'humanitaires, de civils.

Aujourd'hui, les responsables politiques doivent faire face à une double menace:

- la surenchère de mouvances terroristes plurielles,
- l'embrigadement d'individus via Internet rêvant de « faire leurs classes » dans des camps d'entraînement au Pakistan, au Yémen ou en Syrie.

Les cartes ont changé. Il ne s'agit plus seulement de nébuleuses clairement identifiables telles AL-QAIDA ou AQMI au SAHEL... Il y a désormais l'émergence de sectes comme BOKO ARAM en Afrique de l'Ouest. Et aujourd'hui, nous sommes face à DAESH, dont les ramifications se situent en Syrie. J'y reviendrai.

Plus grave, ces organisations sectaires se voient talonnées par d'autres réseaux, tout aussi criminels et organisés. Ces réseaux trouvent des soutiens opportunistes locaux, au sein de telle ou telle tribu ou communauté.

Depuis la mort de BEN LADEN, ces groupuscules sont en rivalité permanente pour exercer une influence régionale. Ils sont en quête de reconnaissance sur la scène internationale. Tous considèrent que leur barbarie est un gage de leur crédibilité politique. Tous jouent de leur médiatisation.

Mais je veux rappeler ici que le fléau du terrorisme, -qu'elle que soit l'appartenance de ces acteurs - trouve ses origines d'abord et avant tout dans la déliquescence des structures étatiques. Si ces factions contrôlent des régions entières du monde, c'est parce que des États se sont effondrés. Nous l'avons vu au Mali. Elles sont à la tête de trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains qui ne connaissent pas de frontières.

Pour l'Irak, il importe de comprendre que depuis 10 ans les irakiens n'ont cessé de vivre sous la terreur. Combien d'attentats et de morts à Bagdad depuis 2003 ? Le retrait des troupes américaines n'a rien changé.

Il faut le dire clairement : l'État Islamique d'Irak et du Levant est né des cendres de la deuxième guerre d'Irak. La communauté internationale s'est détournée de ce pays. Tout comme les membres de DAESH sont légitimés par les trois années de guerre en Syrie, où BASHAR EL ASSAD continue de sacrifier la population.

Et ce, alors même qu'il y a quelques années, il n'avait pas combattu DAESH avec autant d'énergie....

Il y a un an, dans ce même hémicycle, il était question d'intervenir en Syrie contre un dictateur usant d'armes chimiques contre son peuple.
Aujourd'hui, force est de constater que la France doit combattre le même ennemi que BASHAR EL ASSAD ...

Dans cette redistribution géopolitique totale au Moyen-Orient, ni les interventions de la France, ni celles des Etats-Unis ou des Britanniques n'aboutiront sans une clarification des positions des puissances régionales. De la même façon, il importe de comprendre que les luttes entre les différentes obédiences religieuses au sein du monde musulman sont plus que déterminantes.

Partant de là, Monsieur le Ministre, plusieurs questions essentielles :

Que pouvez-vous nous dire de l'implication de la Jordanie, de l'Arabie Saoudite, du Qatar, du Bahreïn, à l'heure où les États-Unis ont mené une offensive en Syrie ?

Lors de votre audition conjointe par les commissions des Affaires Étrangères et de la Défense de nos deux assemblées, la semaine dernière, vous avez déclaré que la France resterait libre de ses décisions stratégiques. Qu'en est-il à cet instant ?

Qu'en est-il de la livraison d'armes aux rebelles syriens d'hier, potentiels ennemis d'aujourd'hui ?

Est-il besoin en effet de souligner que nous devons rester très vigilants quant aux futurs équilibres dans la région. Rappelons que nous livrons des armes également aux Kurdes. Nous savons bien qu'à terme l'unité de l'Irak peut être menacée.

Rappelons que lors de la deuxième guerre d'Irak, le Président CHIRAC avait marqué sa différence avec la politique de l'administration Bush, qui souhaitait une nouvelle carte géopolitique de la région. Il s'était opposé à cette guerre et avait refusé d'y entraîner la France.

C'est tout à la fois inspirée de ce message d'indépendance de l'époque, et animée de cette volonté de paix à long terme pour la région que la France doit agir aujourd'hui.

Dans ce contexte, il importe que notre pays engage un dialogue sincère et pluriel avec la Turquie, très sensible à la question du Kurdistan.

Ce pays, lui aussi connaît les affres du terrorisme. Par ailleurs il doit gérer l'afflux de milliers de réfugiés syriens fuyant le régime d'Assad. Mais parmi lesquels peuvent se cacher des membres de DAESH....

L'Europe aussi doit aussi se préoccuper des problèmes des réfugiés en Turquie. Nous l'avons vu hier soir avec cette grave affaire des djihadistes français qui transitent aussi par la Turquie. Nous aurons l'occasion de réinterroger le gouvernement à ce sujet.

A la lumière de ces nouveaux transits, qui mêlent réfugiés entrants et djihadistes en partance, l'Union Européenne doit rapidement reconsidérer sa politique des frontières. L'espace Schengen a été créé en temps de paix. La guerre contre le terrorisme est une bataille de longue haleine. Il faut que les européens s'adaptent à cette nouvelle situation. Les pays européens doivent ensemble réexaminer la pertinence des accords de Schengen dans une situation de terrorisme dirigée contre la communauté européenne.

Si nous soutenons le gouvernement sur le principe d'intervention de nos forces aériennes en Irak, je voudrais rappeler qu'aucune politique de défense ne pourra se substituer à la mise

en place d'une diplomatie globale au Moyen-Orient, que ce soit dans la résolution des conflits entre la Palestine et en Israël, en Syrie, en Libye et en Irak.

D'autre part, plus que jamais, la France a besoin d'être rassemblée et unie dans cette épreuve. Notre première réponse aux menaces est l'unité nationale. Alors ne comptez pas sur nous pour attiser les polémiques, la France n'en souffre que déjà trop.

Toutefois, Monsieur le Ministre de la Défense, il ne s'agit pas d'un blanc-seing. Ainsi c'est animé de ce même esprit de responsabilité que nous vous invitons vivement à reconsidérer, et ce, de toute urgence, les crédits consacrés à nos armées, en particulier ceux dédiés aux OPEX. Certes, il y a les financements interministériels. Mais nul n'est dupe : ils ne suffiront pas, d'autant plus qu'ils ont servi à d'autres OPEX.

Nous nous étions exprimés sur ce point lors de l'examen de la Loi de Programmation Militaire. Nous vous avons alerté de la sous-budgétisation des OPEX.

Et ce, d'autant plus que les recettes exceptionnelles ne sont pas toutes au rendez-vous.

Cet après-midi, nous l'avons dit, s'il s'agit pour la représentation nationale, de faire preuve de responsabilité. Il s'agit aussi de témoigner notre respect à l'endroit de nos soldats. Leur professionnalisme, leur dévouement et leur endurance sont l'honneur de la France et de nos forces armées.

Or, nous savons bien qu'ils ne bénéficient pas des meilleures conditions pour leur sécurité et que leur moral est atteint.

Nous avons abordé ce sujet à la commission des affaires étrangères et de la défense, notamment au retour de nos collègues de République Centrafricaine. Christian CAMBON vous avait interrogé également sur ce point lors d'une séance de questions au gouvernement.

Au nom de la France, le Président de la République a répondu à l'appel à l'aide du gouvernement irakien. A ce stade, Monsieur le Ministre de la Défense, vous nous l'avez confirmé la semaine dernière, il ne serait question que d'opérations aériennes.

Quoiqu'il en soit, dans cette guerre il nous faut des alliés impliqués.

A cet égard, nous ne pouvons que nous réjouir de la réaction et de l'implication de l'Algérie, qui lutte avec ses alliés fermement contre les djihadistes.

Mais Le Président de la République doit aussi de toute urgence réussir à mobiliser nos partenaires européens et les exhorter à voir la réalité du monde.

Être européen ce n'est pas seulement répondre aux critères d'endettement. C'est primordial, mais quand il en va de la sécurité de l'Europe et du monde, l'agenda européen ne peut se cantonner aux questions de déficits ou de croissance. La France est consciente ce qu'elle doit respecter ses engagements économiques.

Mais il faut que nos autres partenaires aussi respectent les leurs en matière de sécurité et de défense. Avec les seuls britanniques, notre pays ne peut assurer la défense des 28 états membres !

Monsieur le Ministre, ainsi que l'ai dit précédemment, le soutien de tous nos concitoyens à l'engagement dont notre pays a fait le choix est essentiel et la première des réponses aux menaces que nous devons éradiquer est l'unité nationale. Ce soutien et cette unité, il vous appartient de les obtenir : ils dépendront de la clarté des réponses que vous apporterez aux

questions que les Français se posent légitimement et que la représentation nationale vous relaie en cet hémicycle.